

DELIBERATION N° 2020-28

SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**DE L'ETABLISSEMENT EXPERIMENTAL
UNIVERSITE COTE D'AZUR**

DU 11 MARS 2020

Objet : Compte Financier 2019 de la ComUE Université Côte d'Azur

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ETABLISSEMENT EXPERIMENTAL UNIVERSITE CÔTE D'AZUR

Vu le code de l'éducation,

Vu l'ordonnance n°2018-1131 du 12 décembre 2018 relative à l'expérimentation de nouvelles formes de rapprochement, de regroupement ou de fusion des établissements d'enseignement supérieur et de recherche,

Vu le décret n°2019-785 du 25 juillet 2019 portant création d'Université Côte d'Azur et approbation de ses statuts, notamment son article 35,

Vu les articles 175, 176 et 177 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu le règlement intérieur d'Université Côte d'Azur,

Vu la délibération n° 2020-01 du conseil d'administration d'Université Côte d'Azur portant élection de M. Jeanick BRISSWALTER en qualité de Président d'Université Côte d'Azur,

Vu l'arrêté n° 149-2020 du 3 février 2020, portant délégation de signature du Président d'Université Côte d'Azur à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'Administration d'Université Côte d'Azur,

Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu les exposés de M. Christian SANCHEZ, Agent Comptable, de Mme Anne NAVARRO, Directrice des Affaires Financières et de M. Philippe LEVERT, Commissaires aux Comptes.

APPROUVE, au titre du compte financier 2019 de la ComUE UCA, ce qui suit :

Article 1 : Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution budgétaire suivants :

- 393 ETPT
- 25 669 195 € d'autorisations d'engagement dont :
 - 16 514 040 € personnel
 - 8 513 451 € fonctionnement
 - 641 704 € investissement
- 24 943 996 € de crédits de paiement dont :
 - 16 514 040 € personnel
 - 7 740 987 € fonctionnement
 - 688 970 € investissement
- 27 799 468 € de recettes budgétaires
- + 2 855 472 € de solde budgétaire
- + 3 379 662 € de variation de trésorerie
- + 129 445 € de résultat patrimonial
- + 198 919 € de capacité d'autofinancement
- + 15 080 € de variation de fonds de roulement



UNIVERSITÉ
CÔTE D'AZUR

Article 2 : le Conseil d'Administration décide d'affecter le report à nouveau créateur, **4 493,47€**, au crédit du compte 10682 « réserves facultatives »

Article 3 : Le Conseil d'Administration décide d'affecter le résultat excédentaire de l'exercice 2019, **129 445,08€**, au crédit du compte 10682 « réserves facultatives »

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier et de la situation patrimoniale, des opérations pluriannuelles, l'annexe et le rapport de gestion de l'ordonnateur sont annexés à la présente délibération.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité des voix.

Membres en exercice : 40

Quorum : 21

Membres présents et représentés : **35**

Fait à Nice, le 11 mars 2020



Pour le Président d'Université Côte d'Azur
et par délégation,
Le Vice-Président
Patrimoine, Infrastructure, accessibilité
et développement durable
Marc DALLOZ

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : **2020-28**

PUBLIÉE SUR LE SITE INTERNET D'UNIVERSITÉ CÔTE D'AZUR LE :
TRANSMISE AU RECTEUR, CHANCELIER DES UNIVERSITÉS LE :

16 MAR. 2020

MODALITÉS DE RECOURS CONTRE LA PRÉSENTE DÉLIBÉRATION :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.

UNIVERSITÉ CÔTE D'AZUR – SIREN 130 025 661
GRAND CHATEAU – 28 AVENUE VALROSE
BP 2135 – 06103 NICE CEDEX 2

Tableau 1
Tableau des emplois présenté par l'établissement - Compte Financier 2019
CA DU 11/03/2020

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

			(A)					(B)					(C) = (A) + (B)				
			Emplois sous plafond Etat					Emplois financés hors SCSP									
			2018		2019			2018		2019			Global prévisionnel 2018	Global prévisionnel BI 2019	Global prévisionnel BR 2019	Global consommé à 2018	Global consommé 2019
Catégories d'emplois	Nature des emplois		En ETPT prévisionnel	En ETPT Consommé	BI _ En ETPT prévisionnel	BR _ En ETPT prévisionnel	En ETPT Consommé	En ETPT		En ETPT							
	Permanents	Titulaires						Prévisionnel	Consommé	BI _ Prévisionnel	BR _ Prévisionnel	Consommé					
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	2	2	3	3	2						2	3	3	2	2
		CDI															
	Non permanents	CDD	180	174	180	175	165	87	77	121	145	128	267	301	320	251	293
Total EC			182	176	183	178	167	87	77	121	145	128	269	304	323	253	295
Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS																	
BIATOSS	Permanents	Titulaires	6	5	5	5	6						6	5	5	5	6
		CDI	1	1	1	1	1					2	1	1	1	1	3
	Non permanents	CDD	11	8	10	10	7	66	55	83	87	81	77	93	97	63	88
Sitotal Biatoos			18	14	16	16	14	66	55	83	87	83	84	99	103	69	97
Totaux			200	190	199	194	181	153	132	204	232	211	353	403	426	322	393
Piafond global des emplois voté par le CA													ETPT Consommé sur l'année				

Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat 193 (5)

Tableau 2
Autorisations budgétaires
CF 2019 - CA du 11 mars 2020

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire *

Dépenses									Recettes				
	Montants								Montants				
	AE				CP				RE				
	Réalisé N-1	BI N	BR N	Prestés N	Réalisé N-1	BI N	BR N	Prestés N	Réalisé N-1	BI N	BR N	Prestés N	
Personnel	12 908 583 €	15 986 366 €	16 807 566 €	16 514 040 €	12 908 583 €	15 986 366 €	16 807 566 €	16 514 040 €	9 610 252 €	10 273 349 €	10 882 723 €	12 784 504 €	Recettes globalisées
dont contributions employeur au CAS Pension		296 707 €	409 938 €			296 707 €	409 935 €		7 428 786 €	6 515 862 €	6 897 607 €	6 855 450 €	Subvention pour charges de service public
Fonctionnement et intervention	7 039 771 €	8 588 674 €	9 723 300 €	8 513 451 €	6 736 276 €	8 588 674 €	9 723 300 €	7 740 987 €			11 000 €	19 000 €	Autres financements de l'Etat
									268 111 €	2 586 248 €	2 783 789 €	4 299 798 €	Fiscalité affectée
									1 913 355 €	1 171 239 €	1 190 327 €	1 610 257 €	Autres financements publics
													Recettes propres
									17 181 143 €	14 704 080 €	14 704 080 €	15 014 964 €	Recettes fléchées **
												32 880 €	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	759 918 €	917 000 €	1 917 000 €	641 704 €	621 217 €	917 000 €	1 917 000 €	688 970 €	17 161 143 €	14 469 015 €	14 469 015 €	14 801 918 €	Autres financements publics fléchés
										235 045 €	235 045 €	180 165 €	Recettes propres fléchées
Total des dépenses	20 708 272 €	25 492 040 €	28 447 866 €	25 067 195 €	20 266 076 €	25 492 040 €	28 447 866 €	24 843 936 €	26 771 395 €	24 977 409 €	25 586 783 €	27 199 468 €	TOTAL DES RECETTES
Solde budgétaire (excédent)					6 505 318 €	- €	- €	2 655 472 €	- €	514 631 €	2 801 083 €	- €	Solde budgétaire (déficit)

* Chaque enveloppe peut être détaillée en fonction des besoins des organismes.

** Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

Tableau 4
Équilibre financier
CF 2019 - CA du 11 mars 2020

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Besoins (utilisation des financements)					Financements (couverture des besoins)					
	Exécuté N-1	BI 2019	BR 2019	Réalisé 2019		Exécuté N-1	BI 2019	BR 2019	Réalisé 2019	
Solde budgétaire (déficit) * (D2)		514 631	2 861 083			6 505 318			2 855 472	Solde budgétaire (excédent) * (D1)
Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (c1) (décaissements de l'exercice)	1 988 061	2 940 664	3 301 944	3 155 295		3 854 352	3 069 080	3 449 760	3 679 484	Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (c2) (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (e1) (non budgétaires)	870 000					-886 778				Autres encaissements sur comptes de tiers (e2) (non budgétaires)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1) (= D2+b1+c1+e1)	2 858 061	3 455 295	6 163 027	3 155 295	et	9 472 892	3 069 080	3 449 760	6 534 957	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2) (=D1+b2+c2+e2)
Variation de trésorerie (I)	6 614 831			3 379 662	ou		386 215	2 713 267		Variation de trésorerie (II)
dont Abondement de la trésorerie fléchée *** (a)	5 501 655			121 175	ou		638 943	1 738 938		dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée *** (a)
dont Abondement sur la trésorerie non fléchée (d)	1 113 177			3 258 486	ou					dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)
TOTAL DES BESOINS (1+I)	9 472 892	3 455 295	6 163 027	6 534 957	et	9 472 892	3 455 295	6 163 027	6 534 957	TOTAL DES FINANCEMENTS (2 + II)

* solde budgétaire à détailler pour chaque composante du budget de l'établissement
Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"
(tableau 2)

** Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers" (tableau 5)

*** Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

Tableau 6
Situation patrimoniale
CF 2019 - CA du 11 mars 2020

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Réalisé N-1	BI N	BR	Réalisé N	PRODUITS	Réalisé N-1	BI N	BR	Réalisé N
Personnel	12 860 130	15 986 366	16 471 414	16 364 151	Subventions de l'Etat	7 003 047	6 515 862	6 897 607	6 888 330
<i>dont charges de pensions civiles*</i>				382 600	Fiscalité affectée	7 877			0
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	6 626 424	8 786 699	10 257 488	7 704 168	Autres subventions	10 603 628	17 432 736	18 813 510	15 839 943
					Autres produits	1 981 187	1 343 343	1 362 431	1 469 491
TOTAL DES CHARGES (1)	19 486 554	24 773 065	26 728 902	24 068 319	TOTAL DES PRODUITS (2)	19 595 739	25 291 941	27 073 548	24 197 764
<i>Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)</i>	109 185	518 876	344 646	129 445	<i>Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)</i>	0	0	0	0
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	19 595 739	25 291 941	27 073 548	24 197 764	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	19 595 739	25 291 941	27 073 548	24 197 764

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	Réalisé N-1	BI N	BR	Réalisé N
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	109 185	518 876	344 646	129 445
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	161 053	198 025	198 025	288 741
- reprise de provision				
+ corrections bilantielles report à nouveau				
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés				
- produits de cession d'éléments d'actifs				
+ quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	132 810	175 750	175 750	219 267
= CAF ou IAF*	137 428	541 151	366 921	198 915

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Réalisé N-1	BI N	BR	Réalisé N	RESSOURCES	Réalisé N-1	BI N	BR	Réalisé N
Insuffisance d'autofinancement*					Capacité d'autofinancement*	137 428	541 151	366 921	198 915
Investissements	561 637	917 000	1 894 470	726 157	Financement de l'actif par l'État				485 147
Remboursement des dettes financières					Autres ressources	572 428	812 000	1 789 470	57 171
Report à nouveau					Augmentation des dettes financières				
					report à nouveau				
TOTAL DES EMPLOIS (5)	561 637	917 000	1 894 470	726 157	TOTAL DES RESSOURCES (6)	709 856	1 353 151	2 156 391	741 237
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)	148 219	436 151	261 921	15 080	PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)	0	0	0	0

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Réalisé N-1	BI N	BR	Réalisé N
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	148 219	436 151	261 920	15 080
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	-6 466 609	4 363 099	2 975 188	-3 364 582
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou RELEVEMENT (II)	6 614 831	-3 926 948	-2 713 268	3 379 662
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	355 556	791 707	617 476	370 636
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-10 973 309	-6 610 210	-7 998 121	-14 338 004
Niveau de la TRESORERIE	11 328 865	7 401 917	8 615 597	14 708 640

Tableau 9
Tableau des opérations pluriannuelles

POUR VOTE DE L'ORGANE DELIBÉRANT Compte financier 2019 CA du 11 mars 2020

A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement							Crédits de paiement					Restes				
		AE autorisées au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en année n	AE BR1	Total des AE ouvertes pour l'année n	AE consommées 2019	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en année n	CP BR1	Total des CP ouverts pour l'année n	Total des CP consommés pour 2019	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)	
Contrats R&D	69 355 502	30 822 134	16 723 183	206 130	13 202 481	1 300 000	15 330 501	14 833 143	20 822 134	15 538 400	338 100	12 900 081	1 100 000	15 238 081	13 253 413	30 702 842	1 871 836	
contrats non R&D	1 960 987	16 098	70 773	653 668	0	653 668	681 154	16 098	70 773	15 020 926	306 188	14 281 076	1 100 000	15 208 154	14 899 894	1 418 056	17 373	
Total contrats de recherche	71 316 489	30 838 232	16 793 956	706 806	14 050 971	1 300 000	15 991 655	14 949 297	20 900 907	15 020 926	644 288	14 295 152	1 100 000	15 256 335	14 949 894	32 120 898	1 889 209	
Op. 1																		
Op. 2																		
Op. 3																		
Total contrats de formation continue																		
Contrats R&D	10 281 306	1 313 650	1 129 436	1 840 971	0	1 840 971	1 482 079	1 313 650	1 129 436	1 840 971	0	1 840 971	0	1 840 971	1 444 301	7 668 291	42 620	
contrats non R&D	1 639 822	170 773	88 025	434 300	103 000	541 300	348 673	170 773	87 343	419 300	103 000	526 300	103 000	629 300	352 444	1 229 725	64 401	
Total contrats d'embauchement	11 921 128	1 484 423	1 217 461	2 275 271	103 000	2 378 571	1 830 752	1 484 423	1 217 461	2 260 271	103 000	2 367 271	103 000	2 470 571	1 796 745	8 897 916	106 821	
Op. 1																		
Op. 2																		
Op. 3																		
Total programmes pluriannuels d'embauchement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	85 200 623	22 133 686	17 983 434	208 130	16 431 684	1 300 000	18 328 784	18 144 426	22 183 880	16 281 882	338 100	14 791 328	1 200 000	16 326 458	18 891 461	47 605 584	1 971 423	
pour information, répartition des opérations pluriannuelles par enveloppes																		
Se total parashoar	50 534 543	8 001 880	8 090 171	0	8 638 506	600 000	9 438 506	9 190 878	8 001 880	8 058 971	0	8 058 971	630 000	9 439 908	9 190 878			
Se pour fonctionnement et intervention	26 470 035	10 584 800	8 886 424	314 600	7 126 261	107 000	7 590 871	7 519 873	10 584 800	7 865 033	304 824	7 086 149	107 000	7 597 779	7 590 871			
Se total Investissement	8 256 045	3 557 011	1 333 438	-38 330	863 653	300 000	1 257 323	1 423 748	7 587 011	1 068 263	-26 520	856 300	300 000	1 328 770	1 100 583			

B - Recettes

Opérations	Montant de l'opération	Prélevement sur la trésorerie	Encasement extérieur			
			Montant	Encasements au titre des années antérieures	Encasements pour l'année 2019	Restes à encasser
Contrats R&D	69 355 502	-	69 355 502	22 610 346	14 373 111	32 175 505
contrats non R&D	1 960 987	-	1 960 987	70 000	570 724	1 340 263
Total contrats de recherche	71 316 489	-	71 316 489	22 680 346	14 943 835	33 515 768
Op. 1						
Op. 2						
Op. 3						
Total contrats de formation continue						
Contrats R&D	10 281 306	880 025	9 581 480	2 748 017	841 802	4 190 615
contrats non R&D	1 639 822	-	1 639 822	103 800	1 270 374	248 473
Total Contrats d'embauchement	11 921 128	880 025	11 191 302	2 851 817	1 112 176	4 439 088
Op. 1						
Op. 2						
Op. 3						
Total programmes pluriannuels d'embauchement	0	0	0	0	0	0
Total	85 200 623	880 025	82 507 791	25 532 163	16 055 988	37 954 856



COMPTES ANNUELS 2019

SOMMAIRE

BILAN	4
COMPTE DE RESULTAT	6
ANNEXE	8
PREAMBULE	9
I) FAITS CARACTERISTIQUES, COMPARABILITE DES COMPTES, PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION	10
I-1) FAITS CARACTERISTIQUES	10
I-2) COMPARABILITE DES COMPTES	10
I-3) PRINCIPES ET METHODES D'EVALUATION APPLIQUES AUX DIVERS POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT	10
I-3-1) CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE	12
I-3-2) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12
I-3-3) CREANCES	14
I-3-4) VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT ET DISPONIBILITES	14
I-3-5) FINANCEMENT EXTERNE DE L'ACTIF	14
I-3-6) SUBVENTIONS REÇUES ET OPERATIONS PLURIANNUELLES	15
I-3-7) PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	16
I-3-8) RATTACHEMENT DES CHARGES ET PRODUITS A L'EXERCICE	16
II) NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN	17
II-1) ACTIF IMMOBILISE	17
II-1-1) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	18
II-1-2) IMMOBILISATIONS CORPORELLES	18
II-1-3) IMMOBILISATIONS EN COURS ET AVANCES ET ACOMPTE	18

II-1-4) IMMOBILISATIONS FINANCIERES	18
II-2) AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS	19
II-3) CREANCES ET DETTES	19
II-4) VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	20
II-5) CAPITAUX PROPRES	20
II-6) PROVISIONS	21
II-7) COMPTES DE REGULARISATION	21
III) NOTES RELATIVES AUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT	21
III-1) CHIFFRES D'AFFAIRES ET PRODUITS D'EXPLOITATION	22
III-2) CHARGES D'EXPLOITATION	22
III-3) CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS	23
IV) AUTRES INFORMATIONS	23
IV-1) ÉVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	23
IV-2) EFFECTIFS	23

BILAN COMPTABLE 2019				
ACTIF	Exercice 2019			Exercice 2018
	Brut	Amortissements & dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	165 733,33	-65 808,89	99 924,44	129 934,09
Immobilisations corporelles	1 708 353,78	-376 842,31	1 331 511,47	776 439,62
Terrains				
Constructions	77 271,43	-6 039,31	71 232,12	54 413,61
Installations techniques, matériels et outillage	963 750,70	-179 611,00	784 139,70	470 365,90
Collections				
Biens historiques et culturels				
Autres immobilisations corporelles	667 331,65	-191 192,00	476 139,65	251 660,11
Immobilisations mises en concession				
Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes sur commandes Immobilisations corporelles (biens vivants)				
Immobilisations financières	300,00		300,00	
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	1 874 387,11	-442 651,20	1 431 735,91	906 373,71
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Créances	19 421 602,19		19 421 602,19	18 967 866,41
Créances sur des entités publiques des organismes internationaux et Commission européenne	18 163 541,31		18 163 541,31	15 783 833,02
Créances clients et comptes rattachés	534 234,63		534 234,63	2 159 535,20
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)				6 524,00
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)				
Créances sur les autres débiteurs	723 826,25		723 826,25	1 017 974,19
Charges constatées d'avance (dont Primes de remboursement des emprunts)				
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)	19 421 602,19		19 421 602,19	18 967 866,41
TRESORERIE				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>				
<i>Disponibilités</i>	14 708 640,23		14 708 640,23	11 328 864,79
<i>Autres</i>				
TOTAL TRESORERIE	14 708 640,23		14 708 640,23	11 328 864,79
Comptes de régularisation Ecart de conversion Actif				
TOTAL GENERAL	36 004 629,53	-442 651,20	35 561 978,33	31 203 104,91

PASSIF	Exercice 2019	Exercice 2018
FONDS PROPRES		
Financements reçus	1 261 238,43	863 235,69
Financements de l'actif - Etat	1 204 067,93	863 235,69
Financement de l'actif par des tiers	57 170,50	
Ecarts de réévaluation		
Réserves	373 745,58	264 558,97
Report à nouveau	4 493,47	
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	129 445,08	109 186,61
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS PROPRES	1 768 922,56	1 236 981,27
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	8 500,00	
Provisions pour charges	24 948,10	24 948,10
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	33 448,10	24 948,10
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires		
Emprunts souscrits auprès des établissements financiers Dettes financières et autres emprunts		
TOTAL DETTES FINANCIERES		
DETTES NON FINANCIERES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	472 489,82	1 084 273,82
Dettes fiscales et sociales	279 692,09	211 996,75
Avances et acomptes reçus	28 980 347,24	26 491 067,59
Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)		
Autres dettes non financières	3 627 017,65	2 153 837,38
Produits constatés d'avance	400 060,87	
TOTAL DETTES NON FINANCIERES	33 759 607,67	29 941 175,54
TRESORERIE		
Autres éléments de trésorerie passive		
TOTAL TRESORERIE		
Comptes de régularisation Ecarts de conversion Passif		
TOTAL GENERAL	35 561 978,33	31 203 104,91

COMPTE DE RESULTAT EXERCICE 2019		
Charges (hors taxes)	Exercice 2019	Exercice 2018
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
<i>Achats</i>	2 907,85	
<i>Conso marchandises et appro, réalisation travaux et conso directe service par l'organisme</i>	3 876 196,85	3 133 863,66
<i>Charges de personnel</i>	16 364 150,78	
Salaires, traitements et rémunérations divers	11 909 263,06	9 234 842,83
Charges sociales	4 444 562,23	3 622 226,13
Intéressement et participation		3 060,71
Autres charges de personnel	10 325,49	
<i>Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables)</i>	3 536 321,67	3 327 335,40
<i>Dotation aux amort, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables actifs cédés</i>	288 741,42	161 053,47
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	24 068 318,57	19 482 382,20
CHARGES D'INTERVENTION		
<i>Dispositif d'intervention pour compte propre</i>		
<i>Transfert aux ménages Transferts aux entreprises</i>		
<i>Transferts aux collectivités territoriales Transferts aux autres collectivités</i>		
<i>Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme Dotations aux provisions et dépréciations</i>		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	24 068 318,57	19 482 382,20
CHARGES FINANCIÈRE		
Charges d'intérêt		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement Pertes de change		3 096,06
Autres charges financières		1 075,00
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières		
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES		4 171,06
Impôts sur les sociétés		
RESULTAT DE L'ACTIVITE (BENEFICE)	129 445,08	109 186,61
TOTAL CHARGES	24 197 763,65	19 595 739,87

Produits (hors taxes)	Exercice 2019	Exercice 2018
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
<i>Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)</i>	22 728 272,79	17 614 552,83
Subventions pour charges de service public	6 888 330,00	7 003 047,45
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	15 819 916,64	10 603 628,45
Subventions de certaines charges d'intervention provenant de l'Etat et entités publiques		
Dons et legs		
Produits de la fiscalité affectée	20 026,15	7 876,93
<i>Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)</i>	1 242 389,15	1 844 601,67
Ventes de biens ou prestations de services	1 126 324,57	1 257 331,61
Produits de cessions d'éléments d'actif		
Autres produits de gestion	116 064,58	587 270,06
Production stockée et immobilisée		
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public		
<i>Autres produits</i>	219 267,36	132 810,04
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)		
Reprises du financement rattaché à un actif	219 267,36	132 810,04
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	24 189 929,30	19 591 964,54
PRODUITS FINANCIERS		
<i>Produits des participations et des prêts</i>		
<i>Produits nets sur cessions des immobilisations financières</i>		
<i>Intérêts sur créances non immobilisées</i>		
<i>Produits des valeurs mobilières de placement</i>		
<i>Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>		
Gains de change	3 334,35	3 775,33
Autres produits financiers	4 500,00	
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	7 834,35	3 775,33
RESULTAT DE L'ACTIVITE (PERTE)		
TOTAL PRODUITS	24 197 763,65	19 595 739,87

ANNEXE

PREAMBULE

L'annexe est un document essentiel pour l'amélioration de la qualité comptable et la transparence accrue de l'information financière de l'établissement.

L'annexe, le bilan et le compte de résultat forment un tout indissociable et constituent « les comptes annuels », eux-mêmes extraits du compte financier.

L'annexe est un état financier qui complète et commente les informations fournies par le bilan et le compte de résultat, en apportant les explications nécessaires à une meilleure compréhension de ces documents comptables par les membres du Conseil d'Administration ainsi que par les partenaires extérieurs.

Seules les informations présentant un caractère significatif pour apprécier les comptes de l'exercice écoulé doivent être développées.

L'appréciation du caractère significatif relève donc d'une étude au cas par cas des particularités de l'université, analysées sur la base de critères qualitatifs ou quantitatifs.

L'annexe, dont le contenu est essentiellement régi par l'instruction n°09-018 M9 du 1^{er} septembre 2009 relative à l'annexe des comptes annuels des EPN, est un document qui a vocation à évoluer d'année en année suivant les modifications apportées à la gestion de l'établissement.

Elle n'a pas pour finalité de se substituer au rapport de gestion de l'ordonnateur, au rapport financier de l'Agent Comptable ou aux analyses financières rétrospectives et prospectives.

L'exercice de référence s'établit sur une période de 12 mois couvrant la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019.

I) FAITS CARACTERISTIQUES, COMPARABILITE DES COMPTES, PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

I-1) FAITS CARACTERISTIQUES

Le 01/01/2020, la COMUE Université Côte d'Azur a fusionné avec l'Université de Nice Sophia Antipolis pour former l'Université Côte d'Azur.

Cette fusion a été anticipée par la mise en place d'un système d'information identique aux deux établissements sur l'exercice 2019, afin de faciliter le transfert des comptes dans la nouvelle entité « Université Côte d'Azur » lors de la fusion, et d'harmoniser en amont les procédures.

Le choix s'étant porté sur le système d'information déjà mis en place à l'Université de Nice Sophia Antipolis, la comptabilité de l'exercice 2019 n'est plus effectuée sur Cocktail mais sur SIFAC.

I-2) COMPARABILITE DES COMPTES

Des corrections ont été effectuées sur le calcul des amortissements 2017 et 2018. Les dates de mise en service des biens ont été rectifiées sur 2017 et le calcul de l'amortissement 2018 a été recalculé sur 365 jours conformément au calcul de gestion des immobilisations du logiciel SIFAC. Afin de fiabiliser les données du module immobilisation du logiciel SIFAC, celles-ci ont été corrigées et enregistrées sur SIFAC au 01/01/2019.

La correction des amortissements et des reprises a été comptabilisée par le report à nouveau pour un montant de 4 493, 47 € au crédit.

I-3) PRINCIPES ET METHODES D'EVALUATION APPLIQUES AUX DIVERS POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT

Les présents comptes de la Comue, Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel (EPSCP), sont établis :

- en application du « recueil des normes comptables pour les établissements publics » et de « l'instruction comptable commune » applicables aux établissements publics.

Ils ont été arrêtés (Article R719-101 du code de l'éducation) « conjointement par l'ordonnateur et l'agent comptable » à la date du 03 mars 2020.

- selon les instructions suivantes ;
 - Instruction M9 du 23 janvier 2006 relative aux passifs, actifs, amortissements et dépréciations des actifs,
 - Décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
 - Instruction du 18 décembre 2012 relative à la comptabilisation des financements externes de l'actif,
 - Instruction du 20 novembre 2013 relative aux modalités de comptabilisation des subventions reçues,
 - Instruction du 27 novembre 2013 relative aux modalités de comptabilisation des droits à congés, des CET, des heures supplémentaires et des heures complémentaires,
 - Instruction BOFIP-GCP n°13-0023 du 6 décembre 2013 sur les modalités de comptabilisation des opérations pluriannuelles,
 - Instruction du 9 avril 2014 relative aux modalités de mise en œuvre de la comptabilisation par composants des actifs,
 - Instruction du 10 avril 2014 relative à la comptabilisation des changements de méthodes comptables, changements d'estimations comptables et corrections d'erreur,

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels et aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

I-3-1 CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE

Non applicable pour cette année.

I-3-2) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations appartenant à la Comue « Université Côte d'Azur » sont évaluées à leur coût d'acquisition déterminé par l'addition des éléments suivants :

- Prix d'achat ;
- Frais accessoires : dépenses directement liées à l'acquisition et à la mise en état d'utilisation du bien, dans la mesure où elles peuvent être rattachées à cette acquisition.

I-3-2-1) Le patrimoine immobilier : **Sans Objet**

I-3-2-2) Les biens meubles corporels :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à leur mise en état d'utilisation, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus. Le Conseil d'administration en sa séance du 19 décembre 2017 a adopté à l'unanimité un montant du seuil d'amortissement à 1500 € HT pour l'ensemble des actifs immobilisés corporels acquis à partir du 01/01/2017.

I-3-2-3) Les immobilisation en cours :

Le coût d'acquisition comprend toutes les dépenses qui sont directement attribuables à l'acquisition ou la construction d'un bien. Tant que l'objet n'est pas mis en service, le cumul des dépenses répondant aux critères d'un investissement sont présentés dans les immobilisations corporelles en cours. Les durées d'amortissement des biens approuvées par le Conseil d'Administration du 19/12/2017, sont les suivantes :

Plan de comptes	Libellé	Durée Amortissement (par an)
201	Frais d'établissement	5
203	Frais R&D	5
205	Concessions et droits similaires brevets, licences	3
206	Droit au bail	5
208	Autres immobilisations incorporelles	5
211	Terrains	0
212	Aménagement des terrains	10
2131	Bâtiments	50
2135	Agencement et aménagement des bâtiments	20
214	Constructions sur sols d'autrui	20
2151	Installations techniques complexes	10
2153	Installations à caractère spécifique	10
2154	Matériel	8
2155	Outillage industriel	5
2156	Matériel d'enseignement	8
2157	Agencement et aménagement du matériel	10
216	Collections de documentation	10
2181	Instal. générales, agencement et aménagement divers aff ou remis	5
2182	Matériel de transport	8
21831	Matériel de bureau	8
21832	Matériel informatique	5
2184	Mobilier	10
2186	Emballages récupérables	5
2188	Matériels divers	5

I-3-3) CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

I-3-4) VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Sans objet

I-3-5) FINANCEMENTS EXTERNES DE L'ACTIF

Sur la base du fléchage des immobilisations, la Comue reprend la quote-part de financement au même rythme que les amortissements, dans le respect de l'instruction du 18 décembre 2012 de la Direction Générale des Finances Publiques relative à la comptabilisation des financements externes de l'actif dans les établissements publics nationaux.

Les financements externes de l'actif correspondent à des financements en espèces destinés à l'acquisition d'actifs immobilisés (subventions d'investissement par exemple).

Le classement comptable distingue les financements rattachables de ceux non rattachables à des actifs déterminés. Cette présentation permet de faire évoluer la valeur comptable des financements reçus symétriquement à celle des actifs financés par une reprise au compte de résultat du financement au même rythme que les actifs.

Le fait générateur de comptabilisation suit les principes comptables exposés à la note **I-3-6)** de la présente annexe.

I-3-6) SUBVENTIONS REÇUES ET OPERATIONS PLURIANNUELLES

L'instruction applicable au 1^{er} janvier 2014 concernant les modalités de comptabilisation des subventions reçues au sein des établissements publics nationaux et des groupements d'intérêt public nationaux (DGFIP BOFIP-GCP n°13-0022 du 05/12/2013) a été mise en place à la Comue.

Cette instruction est d'application prospective.

D'un point de vue comptable, la subvention pour charges de service public est enregistrée au compte 741 « subventions d'exploitation – Etat » sans qu'aucune partie ne soit affectée à l'investissement sauf opération d'investissement spécifique ciblée. Elle est constatée pour le montant des crédits de paiement alloués, à réception par la Comue de l'arrêté attributif, indépendamment du versement effectif des fonds.

Les financements reçus par les organismes publics, en provenance de l'État ou d'autres tiers, qu'il s'agisse de subventions de fonctionnement ou d'investissement se définissent comme des produits issus d'opérations sans contrepartie directe au moins équivalente attendue par le financeur. Le financement est comptabilisé, indépendamment de sa date d'encaissement, lorsque le droit est acquis et que son montant peut être évalué de manière fiable.

Le principe fixé par l'instruction du 20 novembre 2013 est le suivant :

- Lorsqu'une subvention est accordée par le financeur sans condition, la subvention est comptabilisée, indépendamment de sa date d'encaissement, à la date de l'acte attributif, ou à la date de la signature de la convention attributive,
- Lorsqu'une subvention est octroyée sous réserve de la réalisation de conditions, la subvention est comptabilisée, indépendamment de sa date d'encaissement, soit à la date de l'acte attributif si les conditions sont réalisées à cette date, soit au moment de la réalisation effective par l'organisme bénéficiaire des conditions prévues par l'acte attributif, pour le montant correspondant à la part financée de l'opération.

Les fonds reçus avant l'acquisition du droit sont comptabilisés en avances.

Les projets de recherche subventionnés sont comptabilisés selon l'instruction sur les subventions reçues. Les prestations de recherche sont comptabilisées selon le principe du droit constaté.

Les dispositions de cette instruction s'appliquent d'une part aux opérations pluriannuelles sans contrepartie et d'autre part à celles avec contrepartie directe [assimilables à des contrats à long terme ou non assimilables à des contrats à long terme].

La Comue procède à :

- la comptabilisation d'avances sur subventions en avances et encours sur commandes
- un recensement des droits acquis au titre de l'exercice et n'ayant pu faire l'objet d'un titre au compte 441. Ce recensement est effectué de manière à rattacher des produits à recevoir aux dépenses de fonctionnement et d'investissement correspondantes à la clôture de l'exercice.

Concernant le traitement de l'IDEX et des LABEX, la Comue étudie la possibilité de comptabiliser ces financements selon les dispositifs d'intervention (BOFIP-GCP-15-0004 du 06/07/2015 et BOFIP-GCP-17-0021 du 29/12/2017).

Si ce schéma est adopté, une discussion avec la gouvernance doit être engagée sur les marges de manœuvre de la Comue relatives aux reversements liés à la partie IDEX et aux reversements liés à la partie LABEX, afin de s'assurer de la conformité des dispositifs mis en place.

L'exercice 2019 étant le dernier exercice de la COMUE (fusion au 1^{er} janvier 2020), il a été décidé de ne pas modifier le traitement comptable pour fin de comparabilité avec l'exercice précédent.

I-3-7) PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Comptabilisation d'une provision pour risques et charges correspondant à des contentieux administratifs, à hauteur de 8 500 €.
Les provisions pour CET sont comptabilisées à hauteur de 24 948, 10 €.

I-3-8) RATTACHEMENT DES CHARGES ET PRODUITS A L'EXERCICE

L'université a procédé à des opérations d'inventaire en fin d'exercice afin de se conformer au principe des droits constatés, principalement en matière :

- De charges d'exploitation,
- De recettes d'activité (subvention contrat doctoral, etc).

II- NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN

II-1) ACTIF IMMOBILISE

Le montant brut de l'actif immobilisé est de 1 874 387,11 au 31/12/2019.

4. Tableau des immobilisations						
Rubriques et postes	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice
		Par virement de poste à poste	Acquisitions / Mises à disposition	Par virement de poste à poste	Cessions / Mises au rebut	
Immobilisations incorporelles	147 282,13	0,00	18 451,20	0,00	0,00	165 733,33
Frais d'établissement						
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels	147 282,13		18 451,20			165 733,33
Droits et valeurs similaires						
Droit au bail						
Fds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations corporelles	1 000 947,11	0	709 981,67	0	2 575	1 708 353,78
Terrains						
Constructions	58 813,78		18 457,65			77 271,43
Installations technique, matériels et outillage	601 112,23		365 213,47		2575	963 750,70
Collections						
Biens historiques et culturels (dont dépenses ultérieures)						
autres immobilisations corporelles	341 021,10		326 310,55			667 331,65
Immobilisations mises en concession						
Immobilisations corporelles en cours						
Immobilisations grevées de droits						
Immobilisations corporelles (biens vivants)						
Participations et créances rattachées à des participations	0	0	300,00	0	0	300,00
Titres de participation						
Parts dans des entreprises liées et créances sur des entreprises liées			300,00			300,00
Autres formes de participation						
Créances rattachées à des participations						
Créances rattachées à des sociétés en participation						
Versement à effectuer sur titres de participation non libérés						
Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0
Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (droit de propriété)						
Titre immobilisés (droit de créance)						
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille						
Prêts						
Dépôts et cautionnement versés						
Autres créances immobilisées						
TOTAUX	1 148 229,24	0,00	728 732,87	0,00	2 575,00	1 874 387,11

II-1-1) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les acquisitions de l'exercice à hauteur de 18,5k€ sont toutes liées à l'IDEX.

II-1-2) IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les acquisitions de l'exercice du poste construction +18,5K€ sont liées pour 15 k€ à l'IDEX, en lien avec la nouvelle signalétique UCA des campus et 3k€ en lien avec le projet de l'engagement center sur Sophiatech.

Les installations techniques matériels et outillages augmentent sur l'exercice de 365k€, dont 250K€ sur l'IDEX d'équipements scientifiques soit 68%, 17k€ d'acquisition de machine d'usinage sur l'engagement center de Sophiatech.

Les autres immobilisations corporelles sont en augmentation de 326k€ dont :

+ 223k€ de matériel informatique dont 181k€ sur l'IDEX (81%), 42k€ sur divers autres projets.

+6,7k€ d'acquisition de mobilier financés sur l'IDEX.

+ 96K€ de matériels divers dont 48k€ sur l'IDEX (50%), 23K€ pour le MSC Smartcity.

II-1-3) IMMOBILISATIONS EN COURS ET AVANCES ET ACOMPTES

SANS OBJET

II-1-4) IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Une prise de participation dans le capital de la SAS ACTIVITY pour un montant de **300,00 €** a eu lieu sur l'exercice 2019.

II-2) AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS

Rubriques et Postes	Cumulés au 31/12/2018	Cumulés au 31/12/2018 après correction	Dotations	Sorties	Cumulés au 31/12/2019
Immobilisations incorporelles	17 348,04	16 280,52	49 528,37	-	65 808,89
Concessions et droits similaires , brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	17 348,04	16 280,52	49 528,37		65 808,89
Immobilisations corporelles	224 507,49	147 889,46	230 713,05	1 760,20	376 842,31
Terrains					
Constructions	4 400,17	2 944,00	3 095,31	-	6 039,31
Installations techniques, matériels et outillage	147 541,33	74 174,25	105 436,75	-	179 611,00
Autres immobilisations corporelles	72 565,99	70 771,21	122 180,99	1 760,20	191 192,00
TOTAUX	241 855,53	164 169,98	280 241,42	1 760,20	442 651,20

II-3) CREANCES ET DETTES

Les créances de l'actif circulant s'élèvent à 19 421 602,19 € dont :

- Créances sur entités publiques des organismes internationaux et Commission européenne : 18 163 541, 31 €
- Créances clients et comptes rattachés : 534 234, 63 €
- Créances sur les autres débiteurs : 723 826,25 €

Les dettes s'élèvent à 33 759 607,67 € dont :

- Dettes fournisseurs et comptes rattachés : 472 489, 82 €
- Dettes fiscales et sociales : 279 692, 09 €
- Avances et acomptes reçus : 28 980 347, 24 €
- Autres dettes non financières : 3 627 017,65 €
- Produits constatés d'avances : 400 060, 87 €

Le montant important au passif des dettes d'exploitation est lié à l'application de l'instruction sur les subventions reçues qui conduit à comptabiliser en avance tous les encaissements des financeurs tant que les conditions de réalisation ne sont pas atteintes pour émettre le titre de recettes définitif.

II-4) VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT ET DISPONIBILITE

La situation nette de la trésorerie à la clôture de l'exercice 2019 se présente comme suit :

- Au 31/12/2019, la trésorerie nette du compte de dépôts de fonds est d'un montant de 14 718 075,27 € (11 328 217,79 € au 31/12/2018) et la trésorerie globale s'établit à 14 708 640,23 €.

II-5) CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres de la COMUE sont composés :

- Actifs financés par l'ANR pour 1 204 067, 93 €
- Actifs financés autres que l'ANR pour 57 170,50 €
- Des réserves de l'établissement pour 373 745, 58 €
- Du report à nouveau de 4 493, 47 € correspondant au solde entre les corrections des montants d'amortissements et des montants des financements de l'actif.
- Du résultat excédentaire de l'exercice à affecter en réserves pour 129 445,08 €

Le tableau de variation des capitaux propres se présente ainsi :

	31/12/2018 Cocktail	01/01/2019 corrigé	Quote-part en résultat	Affectation du RAN dans les réserves facultatives	Subventions sorties sur l'exercice	Subventions de l'exercice	Résultat 2019	31/12/2019
Biens remis en dotation.								
Financements externes de l'actif Etat	863 235,69	936 427,77	-217 507,16			485 147,32		1 204 067,93
Réserves facultatives	264 558,97	264 558,97		109 186,61				373 745,58
Report à nouveau		4 493,47						4 493,47
Résultat de l'exercice	109186,61	109 186, 61		-109 186, 61			129 445,08	129 445,08
Subventions d'investissement nettes								-
Financements externes de l'actif autre que l'Etat						57 170,50		57 170,50
Total	1 236 981,27	1 314 666,82	- 217 507,16			542 317,82	129 445 ,08	1 768 922,56

II-6) PROVISIONS

Une provision pour congés est comptabilisée au 4282 pour un montant de 67 747, 00 €.

II-7) COMPTES DE REGULARISATION

Les charges à payer s'élèvent à 443 853, 34 €.

Les charges à payer concernant des salaires à rattacher à l'exercice s'élèvent à 211 827, 00 €.

Les produits à recevoir s'élèvent à 17 442 237, 77 € sont constitués de financements et de subventions concernant principalement l>IDEX.

III) NOTES RELATIVES AUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

Le résultat de l'exercice 2019 est de **129 445, 08 €**.

III-1) CHIFFRE D'AFFAIRES ET PRODUITS D'EXPLOITATION (€)

NATURE	2018	2019
Chiffre d'Affaires		
Ventes de marchandises	0	1 161,89
Produit de contrat de recherche	473 388,62	215 129,63
Droits d'inscription	290 741,50	364 684,50
Produits de formation continue	162 535,30	208 786,84
Produits des activités annexes	330 666,19	336 561,71
Subvention d'exploitation	17 614 552,83	22 708 246,64
Taxe d'apprentissage		20 026,15
Autres produits de gestion courante	587 270,06	116 064,58
Produits financiers	3 775,33	7 834,35
Reprise de provisions et financements	132 810,04	219 267,36
TOTAL	19 595 739,87	24 197 763,65

Les principales ressources de la Comue sont les subventions d'exploitation qui sont passées de 17 614 552,83 € à 22 728 272,79 €, elles représentent 94 % du total des ressources de la Comue.

III-2) CHARGES D'EXPLOITATION

Nature	2018	2019
Achats	999 558	870 245
Services extérieurs	2 330 015	3 008 860
Imôts, taxes et versements assimilés		315 158
Charges de personnel	12 860 130	16 364 151
Autres charges de gestion courante	3 131 626	3 221 163
Charges financières	4 171	0
Dotations aux amortissements	161 053	288 741
Total	19 486 553	24 068 318

III-3) CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

Il s'agit des écarts de change positive ou négative sur les flux de l'exercice et d'un reversement sur convention.

IV) AUTRES INFORMATIONS

IV-1) ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLOTURE

Afin de parfaire l'exhaustivité et la transparence des éléments financiers, il convient de poursuivre les réflexions engagées sur divers points importants :

- Déploiement de l'inventaire physique mobilier
- Déploiement du contrôle interne

Ce sont les derniers comptes présentés pour la ComUE UCA puisque cette dernière a vu son activité transférée dans le nouvel établissement expérimental Université Côte d'Azur au 01.01.2020.

IV-2) EFFECTIFS

Le nombre d'ETPT (Equivalent Temps Plein Travaillé) moyen au titre de 2019 s'élève à :

	2017	2018	2019
ETPT Rémunérés ENSEIGNANTS	192, 82	253	295
Dont titulaire	0,67	2	2
Dont non titulaire	192, 15	251	293
ETPT Rémunérés BIATSS	37, 20	69	98
Dont titulaire S/ Site	0, 67	5	6
Dont non titulaire	36, 53	64	92
Total	230, 03	322	393



UNIVERSITÉ
CÔTE D'AZUR

RAPPORT DE GESTION SUR L'EXERCICE 2019

PERIMETRE DE PRODUCTION DES COMPTES ET FAITS MARQUANTS

Les comptes de la Comue UCA sont produits pour le cinquième et dernier exercice, l'entité ayant été dissoute suite à sa fusion dans un nouvel établissement expérimental au 01.01.2020 Université Côte d'Azur. UCA est un EPSCP ayant la responsabilité et les compétences élargies depuis le 1^{er} janvier 2018, c'est donc le deuxième exercice qui traduit pleinement la totalité des charges et produits de l'entité. Les comptes sont donc produits selon les règles édictées par le Décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP), le recueil des normes comptables pour les établissements publics (arrêté du 1^{er} juillet 2015) – RNCEP.

L'exercice 2019 a été marqué par le développement de ses activités, traduit à travers l'obtention d'un nouveau projet du PIA, le 3IA sur l'intelligence artificielle, mais également par le développement de projets financés par l'Europe comme le projet Boosturcareer. Cette année traduit également l'objectif d'aller vers une université expérimentale UCA 2020.

Afin de faciliter la fusion de la Comue vers UCA, il a été décidé de changer de système d'information pour prendre le même que celui de l'Université Nice Sophia Antipolis.

L'exercice 2019 est une année de pleine exécution pour l>IDEX UCA@Jedi puisqu'il s'agit de l'avant dernière année du projet. Les activités de formation sont en progression et le développement des contrats de recherche également.

COMPARAISON BUDGET 2019/ EXECUTE 2019

Les recettes

Le Budget initial 2019 a été construit pour la troisième fois conformément au décret GBCP. Les recettes de l'exercice sont passées de 25 M€ au budget initial à 25.6 M€ au BR1. Elles ont été exécutées à hauteur de 27,8M€ soit au-delà de la prévision 109%, en hausse de 1M€ par rapport à 2018.

Montants				
RE				
Réalisé N-1	BI N	BR N	Réalisé N	
9 610 252 €	10 273 349 €	10 882 723 €	12 784 504 €	Recettes globalisées
7 428 786 €	6 515 862 €	6 897 607 €	6 855 450 €	<i>Subvention pour charges de service public</i>
		11 000 €	19 000 €	Autres financements de l'Etat
			- €	Fiscalité affectée
268 111 €	2 586 248 €	2 783 789 €	4 299 798 €	Autres financements publics
1 913 355 €	1 171 239 €	1 190 327 €	1 610 257 €	Recettes propres
17 161 143 €	14 704 060 €	14 704 060 €	15 014 964 €	Recettes fléchées **
			32 880 €	Financements de l'Etat fléchés
17 161 143 €	14 469 015 €	14 469 015 €	14 801 918 €	Autres financements publics fléchés
	235 045 €	235 045 €	180 165 €	Recettes propres fléchées
26 771 395 €	24 977 409 €	25 586 783 €	27 799 468 €	TOTAL DES RECETTES

La SCSP notifiée à hauteur de 6 888 330 € se voit exécutée à 100% entre fléché et non fléché. Une partie 32 880€ apparait en financement fléché car elle vient compenser des dépenses de l'IDEX suite à la mise à disposition de deux agents auprès du MESRI.

Les autres financements publics (4,3M€) sont en forte progression et sont constitués principalement :

- des financements sur les opérations pluriannuelles à hauteur de 1.6M€,
- du dénouement des conventions UNS/UCA des années 2016 et 2017 et 2018 à hauteur de 2.3M€,
- des cofinancements obtenus pour des projets de l'IDEX à hauteur de 116k€
- des financements des doctorants ENS pour 82k€
- de diverses subventions pour 200k€

Les recettes propres (1.6m€), en légère baisse par rapport à N-1 (-300k€) se répartissent ainsi :

- Formation continue 506k€ contre 78k€ en 2018 dont :
- Contrats de recherche : 251k€ (soit +32,5k€)
- 305k€ d'autres subventions
- 547K€ de recettes diverses dont 372k€ de recettes liées à l'IDEX, 90k€ de recettes liées aux contributions des membres et 59k€ au titre du remboursement de la contribution 2018 du FIPHFP qui n'était pas due.

Les recettes fléchées 15m€ dont le seuil a été fixé à 500k€ sont liées aux opérations pluriannuelles. Elles sont en baisse par rapport à N-1 sous l'effet du correct rattachement à l'exercice contrairement à 2018 où nous avons dû rapprocher des encaissements de 2017 sur 2018.

Elles concernent :

- Les ANR IA (investissement d'avenir) 13,3m€ dont l'Idex à hauteur de 11,8M€ et DS4H à hauteur de 1,5m€.
- Les 741k€ en provenance de la région correspondent au financement des bourses doctorales pour 581k€ et au cofinancement par la région du projet Boosturcareer pour 157k€ et 2,5k€ pour le financement du colloque waves côte d'azur.
- Les 712k€ concernent le projet Boosturcareer financé par l'Europe.
- Les 42k€ des autres subventions concernent les cofinancements des bourses doctorales région.

Les dépenses : Les autorisations d'engagement

	AE			
	Réalisé N-1	BI N	BR N	Réalisé N
Personnel	12 908 583 €	15 986 366 €	16 807 566 €	16 514 040 €
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>		296 707 €	409 938 €	
Fonctionnement et intervention	7 039 771 €	8 588 674 €	9 723 300 €	8 513 451 €
Investissement	759 918 €	917 000 €	1 917 000 €	641 704 €
Total des dépenses	20 708 272 €	25 492 040 €	28 447 866 €	25 669 195 €

On constate également en dépense des taux d'exécution satisfaisants: de 98,3% sur le personnel, 88,5% sur le fonctionnement et 33,5% en investissement suite au décalage dans le temps de l'acquisition d'investissement qui n'ont pu se faire avant la clôture. Soit un taux d'exécution global en AE de 90,2%.

Sur les 16,5M€ de personnel, 9,4M€ concernent des opérations pluriannuelles soit 57%, 76,4% des AE fonctionnement sont liées aux projets pluriannuels et il en est de même pour 87,2% de l'investissement.

La masse salariale de l'Université Côte d'Azur a encore fortement évoluée entre 2018 et 2019, passant de 9,1m€ en 2017, à 12,9m€ en 2018, et 16,5m€ en 2019 soit une hausse de 3,6m€ (+22 %).

Celle-ci est due à un fort développement de l'établissement et de ses activités qui se sont traduites par de nombreux recrutements sur ressources propres.

La consommation d'ETPT s'est ainsi établie à 393 ETPT contre 322 ETPT (en moyenne annuelle) pour l'année 2018, avec une hausse essentiellement sur les non titulaires : de +42 contrats doctoraux et + 28 Biatss et +1 enseignant titulaire.

Là encore une grande partie de l'activité est liée aux opérations pluriannuelles : 9m€ soit 54,5% sur le personnel, 75,4% du fonctionnement (5,8M€) et 94,2% de l'investissement (649K€).

Ainsi le solde budgétaire de l'exercice : (27 799 468 – 24 943 996) est excédentaire de 2 855 472€

L'équilibre financier :

Besoins (utilisation des financements)				Financements (couverture des besoins)					
	Exécuté N-1	BI 2019	BR 2019	Réalisé 2019	Exécuté N-1	BI 2019	BR 2019	Réalisé 2019	
Solde budgétaire (déficit) * (D2)		514 631	2 861 083		6 505 318			2 855 472	Solde budgétaire (excédent) * (D1)
Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (c1) (décaissements de l'exercice)	1 988 061	2 940 664	3 301 944	3 155 295	3 854 352	3 069 080	3 449 760	3 679 484	Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (c2) (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (e1) (non budgétaires)	870 000				-886 778				Autres encaissements sur comptes de tiers (e2) (non budgétaires)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1) (=	2 858 061	3 455 295	6 163 027	3 155 295	9 472 892	3 069 080	3 449 760	6 534 957	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2) (=D1+b2+c2+e2)
Variation de trésorerie (I)	6 614 831			3 379 662	ou	386 215	2 713 267		Variation de trésorerie (II)
dont Abondement de la trésorerie fléchée *** (a)	5 501 655			121 175	ou	638 943	1 738 938		dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée *** (a)
dont Abondement sur la trésorerie non fléchée (d)	1 113 177			3 258 486	ou				dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)
TOTAL DES BESOINS (1+I)	9 472 892	3 455 295	6 163 027	6 534 957	et	9 472 892	3 455 295	6 163 027	TOTAL DES FINANCEMENTS (2 + II)

La variation positive de la trésorerie +3,38m€ est principalement liée aux opérations non fléchées contrairement à 2018.

En effet, la montée en puissance des dépenses de l'IDEX a fait puiser sur les avances perçues. On notera un faible abondement de la trésorerie fléchée de 121k€, de 524k€ sur les opérations non budgétaires et de + 3,25m€ sur la trésorerie non fléchée.

Les opérations pluriannuelles :

Opérations	Montant de l'opération	Autonomie de programmation					Régime de paiement				Autres		
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE autorisées au titre des années antérieures	AE ouvertes en reporting au titre de l'exercice n	AE 2019	Total des AE ouvertes pour l'exercice n	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés au reporting en année n	CP nouveaux au titre de l'exercice n	CP 2019	Montant engagé au titre de l'exercice n (AE)	Montant engagé au titre de l'exercice n (CP)
Opérations pluriannuelles	10 200 000	10 200 000	10 200 000	10 200 000	10 200 000	10 200 000	10 200 000	10 200 000	10 200 000	10 200 000	10 200 000	10 200 000	10 200 000

En dépense, on constate un taux d'exécution satisfaisant de 88% sur les opérations pluriannuelles en AE, et 84,8% en CP. La majorité des contrats pluriannuelles sont fléchés : 97,2% des contrats de recherche et 86,2% des contrats d'enseignement.

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs			
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements pour l'année 2019	Restes à encaisser
contrats fléchés	69 358 502	-	69 358 501	22 810 346	14 373 111	32 175 043
contrats non fléchés	1 980 997	-	1 983 630	70 000	570 722	1 342 908
total contrats de recherche	71 339 499	-	71 342 131	22 880 346	14 943 833	33 517 952
Op. 1						
Op. 2						
Op. 3						
total contrats de formation continue						
contrats fléchés	10 281 305	699 825	9 581 480	2 749 017	641 852	6 190 610
contrats non fléchés	1 639 822	-	1 616 648	153 802	1 220 374	242 473
Total contrats d'enseignement	11 921 127	699 825	11 198 128	2 902 819	1 862 226	6 433 083
Op. 1						
Op. 2						
Op. 3						
Total programmes pluriannuels d'investissement						
Total	83 260 625	699 825	82 540 259	25 783 165	16 806 059	39 851 036

En recette, le taux d'exécution est de plus de 100% car nous n'avions pas budgétisé l'ensemble des projets signés sur l'exercice : 14,9M€ pour 14,2M€ de prévision sur les contrats de recherche et 1,9M€ contre 1,7M€ sur les contrats d'enseignement.

Concernant l'IDEX et DS4H, on notera la synthèse suivante en dépenses :

Opération	Nature	Coût total de l'opération	AE consommées les années antérieures à N	AE consommées en N	CP consommées les années antérieures à N	CP consommées en N	Restes à engager à fin 2019 (AE)	Restes à payer sur AE consommées à fin 2019 (CP)
IDEX	Personnel	25 636 836	6 877 690	7 264 485	6 877 690	7 036 429	11 494 661	228 056
	Fonctionnement	17 600 674	8 510 614	6 034 284	7 502 050	5 008 951	3 055 776	2 033 897
	Investissement	6 064 098	1 193 075	1 275 371	1 028 020	620 333	3 595 652	820 094
DS4H	Personnel	13 308 063	72 536	398 798	72 536	398 798	12 836 729	0
	Fonctionnement	4 190 474	52 146	303 000	52 058	281 748	3 835 328	21 339
	Investissement	14 164	6 136	8 000	6 136	5 646	28	2 354

Pour l'IDEX, sur les restes à engager à fin 2019, sur les 11,5M€ de personnel, plus de 9M€ sont déjà gagés par des contrats qui s'exécuteront après 2020, conformément à ce qu'autorise le règlement financier de l'IDEX. On notera donc des taux d'exécution à fin 2019 de l'IDEX satisfaisants hormis sur la part investissement à hauteur de :

Nature	Taux d'exécution AE	Taux d'exécution en CP
Personnel	89%	89%
Fonctionnement	83%	71%
Investissement	41%	27%

Synthèse en recettes fléchées :

Opération	Origine des financements	Montant des financements	Encaissements des années antérieures à N	Encaissement 2019
IDEX	Financement de l'Etat*			32 880
	Autres financements publics*	49 301 608	22 810 346	11 887 788
	Autres financements***			161 811
DS4H	Financement de l'Etat*			
	Autres financements publics*	17 512 700	0	1 537 650
	Autres financements***			

Plus globalement concernant les opérations fléchées :

	Antérieures à N	Réalisé N	2020	2021	2022
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		5 501	5 622	8 936	725
Recettes fléchées (b)	16 964	15 015	19 356	2 257	-
Financements de l'État fléchés		33	-	-	-
Autres financements publics fléchés	16 894	14 982	19 356	2 257	-
Recettes propres fléchées	70	-			
Dépenses sur recettes fléchées (c)	11 463	14 894	16 042	11 918	-
Personnel					
AE=CP	5 397	8 607	9 399	7 891	-
Fonctionnement et intervention					
AE	5 698	6 264	3 497	254	-
CP	5 457	5 625	2 453	2 527	-
Investissement					
AE	748	572	4 005	-	-
CP	609	662	4 190	1 500	-
Soide budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	5 501	121	3 314	- 9 661	-

On constate un abondement de la trésorerie fléchée de 121k€ sur l'exercice 2019. L'écart constaté entre ce tableau et le tableau des opérations pluriannuelles provient du projet engagement center sur Sophiatech qui est hors code de l'éducation mais que nous avons choisi de flécher, conformément à ce que le conseil d'administration avait voté eu égard aux subventions fléchées du MESRI.

Soit en AE fonctionnement : 74,8k€

Soit en AE investissement : 27,9k€

Soit en CP fonctionnement : 65,7k€

Soit en CP d'investissement : 27,9k€

C'est à partir de 2021 que nous devrions prélever fortement sur notre trésorerie fléchée notamment pour payer les personnels financés sur l'IDEX.

LA SITUATION PATRIMONIALE

Les comptes de l'exercice font ressortir un résultat positif de 129K€. Il diminue par rapport au BR1 de 216k€. Dont 86k€ proviennent des frais de gestion de l'IDEX. En effet, chaque année les rapports financiers sont remontés fin mars début avril de N+1, c'est uniquement à ce moment que le montant des frais de gestion est connu de façon fiable. Nous avons ainsi comptabilisé sur 2019, 577k€ au titre des frais de gestion de 2018 alors que nous avons budgétisé pour 2019 663k€. Par ailleurs, le réajustement opéré sur les immobilisations suite au changement de système d'information a conduit à un réajustement des dotations et des reprises pour un net de -47k€.

LES PRODUITS :

PRODUITS	Réalisé N-1	BI N	BR	Réalisé N
Subventions de l'Etat	7 003 047	6 515 862	6 897 607	6 888 330
Fiscalité affectée	7 877			0
Autres subventions	10 603 628	17 432 736	18 813 510	15 839 943
Autres produits	1 981 187	1 343 343	1 362 431	1 469 491
TOTAL DES PRODUITS (2)	19 595 739	25 291 941	27 073 548	24 197 764
<i>Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)</i>	0	0	0	0
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	19 595 739	25 291 941	27 073 548	24 197 764

Le taux d'exécution des recettes est satisfaisant 89.4%.

Les autres subventions comptabilisées selon l'avancement des projets à hauteur de 15,8m€ sont principalement constituées par les subventions ANR IA 13,17M€ de :

- l'IDEX à hauteur de 12,24m€,
- DS4H à hauteur de 686k€,
- L@UCA pour 242k€

S'ajoutent à cela :

- Les subventions région pour 673k€ liées principalement aux bourses doctorales,
- 1,6m€ d'autres subventions, dont principalement les bourses des associations pour les doctorants 542k€, 494k€ lié à la convention cadre entre UNS et la Comue, 177k€ pour le projet DistrupCampus, 124k€ sur les doctorants ENS et 277k€ de diverses subventions.

Les autres produits 1,5m€ correspondent à :

- des droits d'inscription pour 365k€,
- des prestations de recherche pour 215k€,
- des prestations de formation continue pour 209k€,
- des locations du welcome center pour 300k€
- et 38k€ de prestations relatives à des colloques, écoles d'été et traductions.
- des produits de gestion courante pour 116k€ relatif principalement aux contributions des membres.

LES CHARGES :

CHARGES	Réalisé N-1	BI N	BR	Réalisé N
Personnel	12 860 130	15 986 366	16 471 414	16 364 151
<i>dont charges de pensions civiles*</i>				382 600
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	6 626 424	8 786 699	10 257 488	7 704 168
TOTAL DES CHARGES (1)	19 486 554	24 773 065	26 728 902	24 068 319
<i>Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)</i>	109 185	518 876	344 646	129 445
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	19 595 739	25 291 941	27 073 548	24 197 764

La masse salariale (16 364k€) est conforme à notre prévision, légèrement au-dessous et en forte augmentation par rapport à N-1 cf supra.

Les charges de fonctionnement se répartissent ainsi :

Nature	2018	2019	Var. en %
Achats	468 713	870 245	86%
Services extérieurs	2 665 161	3 008 860	13%
Imôts, taxes et versements assimilés	195 709	315 158	61%
Charges de personnel	12 860 130	16 364 151	27%
Autres charges de gestion courante	3 131 626	3 221 163	3%
Charges financières	4 171	0	-100%
Dotations aux amortissements	161 053	288 741	79%
Total	19 486 553	24 068 318	+24%

Les achats non stockés augmentent sur l'exercice 2019, principalement avec l'acquisition de consommables et petits matériel pour l'enseignement et la recherche + 274k€.

Les services extérieurs continuent de leur côté leur progression +344k€ soit +12,9% par rapport à 2018. Ils sont essentiellement le reflet de l'activité des opérations pluriannuelles. On pourra noter :

- Une augmentation de l'activité du welcomecenter qui se traduit par une hausse des locations immobilières de +88k€.
- Une baisse des voyages pour -288k€ en partie sous l'effet de la mise en place du nouveau marché de voyage.
- Mais compensée par une augmentation des remboursements de mission + 221K€.
- Les frais de réception augmentent +75k€ suite aux nombreux colloques et manifestations de l'IDEX.
- Une augmentation des prestations informatiques + 147k€ en lien avec le dialogue stratégique de la Comue et le financement pour le projet d'intelligence artificielle au service de l'administration.

L'exercice 2019 se solde ainsi par un résultat de +129 445€, une CAF de 198 919€ et une augmentation du fonds de roulement de +15 080€.

EMPLOIS	Réalisé N-1	BI N	BR	Réalisé N	RESSOURCES	Réalisé N-1	BI N	BR	Réalisé N
Insuffisance d'autofinancement*					Capacité d'autofinancement*	137 428	541 151	366 921	198 919
Investissements	561 637	917 000	1 894 470	726 157	Financement de l'actif par l'État				485 147
Remboursement des dettes financières					Autres ressources	572 428	812 000	1 789 470	57 171
Report à nouveau					Augmentation des dettes financières				
TOTAL DES EMPLOIS (5)	561 637	917 000	1 894 470	726 157	report à nouveau				
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)	148 219	436 151	261 921	15 080	TOTAL DES RESSOURCES (6)	709 856	1 353 151	2 156 391	741 237
					PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)	0	0	0	0

La section d'investissement est équilibrée du fait des équipements acquis sur l'exercice qui sont inférieurs aux ressources dégagées sur 2019.

Les investissements de l'exercice 726k€ sont composés principalement des dépenses de l'IDEX 519k€, soit 71,5% et relatives aux acquisitions suivantes :

- 18,5k€ sur l'idex d'acquisitions de logiciels
- 18,5K€ sur le poste construction qui sont liées pour 15 k€ à l'IDEX, en lien avec la nouvelle signalétique UCA des campus et 3k€ en lien avec le projet de l'engagement center sur Sophiatech.
- Les installations techniques matériels et outillages augmentent sur l'exercice de 365k€, dont 250K€ d'équipements scientifiques sur l'IDEX soit 68%, 17k€ d'acquisition de machine d'usinage sur l'engagement center de Sophiatech.
- Les autres immobilisations corporelles sont en augmentation de 326k€ dont :
 - o + 223k€ de matériel informatique dont 181k€ sur l'IDEX (81%), 42k€ sur divers autres projets.
 - o +6,7k€ d'acquisition de mobilier financés sur l'IDEX.
 - o + 96K€ de matériels divers dont 48k€ sur l'IDEX (50%), 23K€ pour le MSC Smartcity.

Le Fonds de roulement (FDR) de l'établissement s'établit ainsi à 370 635€ soit 5,61 jours contre 6,62 en 2018. Malgré une progression en valeur, il reste très insuffisant et inférieur au seuil prudentiel.

La trésorerie reste très confortable et s'élève à la clôture à 14 708 640€, soit 223 jours contre 211 en 2018.

Nature de l'indicateur	Seuils de vigilance et d'alerte	CF 2016	CF 2017	CF 2018	01 2019	Budgété 2019	CF 2019	Evolution
Fonds de roulement en nombre de jours	Seuil : 20 jours	35,29	5,74	6,62	11,60	8,38	5,61	
Trésorerie en nombre de jours	Seuil : 30 jours	1265,56	130,50	211,04	108,43	116,91	222,67	
Poids des charges externes	Vigilance : entre 15 et 16 %	12,12%	13,84%	13,69%	0,00%	0,00%	12,55%	
	Alerte : supérieur à 16%							
Poids des charges décaissables de fonctionnement général		13,87%	74,66%	33,22%	34,20%	37,40%	30,93%	
Dépendance aux financements de l'Etat	Vigilance : 15% > taux > 13%	165,18%	50,51%	64,02%	74,06%	74,36%	71,27%	
	Alerte : taux inférieur à 13%							
Taux de déficit	Vigilance : entre 0 et 2 %	3,07%	0,09%	0,56%	2,05%	1,27%	0,53%	
	Alerte : inférieur à 0%							
Poids des charges de personnel	Vigilance : 83% > taux > 82%	82,96%	25,17%	66,07%	63,65%	61,24%	68,25%	
	Alerte : taux supérieur à 83%							
Taux d'autofinancement	Vigilance si 1% > taux > 0,5%	3,08%	0,18%	0,71%	2,15%	1,36%	0,83%	
	Alerte si 0,5% > taux							
Part de l'autofinancement dans l'investissement	Vigilance : 30% > taux > 20%	648,26%	4,04%	24,47%	59,01%	19,37%	27,39%	
	Alerte : taux inférieur à 20%							

Les indicateurs ci-dessus montrent une stabilité par rapport à l'exercice 2018 avec une dégradation sur le FDR. Forte d'une activité essentiellement financée sur projet, l'établissement ne dispose pas de marges de manœuvre propres permettant de dégager du résultat et d'améliorer notre capacité d'autofinancement.